



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX

A L'AGENCE POUR LE DEVELOPPEMENT DES EMPLOIS DE PROXIMITE (A.D.E.P)

ENTRE :

- Le Centre Communal d'Action Sociale de Rouen, représentée par Madame Caroline DUTARTE, vice-présidente, en vertu de l'arrêté de délégation en date du 4 septembre 2024 autorisant la signature de la présente convention.

Ci-après dénommée « Le C.C.A.S »,

- L'Agence de Développement pour les Emplois de Proximité (ADEP), sise à Rouen, 65 rue Orbe, 76000 ROUEN, représentée par Karima HAMOUDI, Présidente.

Ci-après désignée « l'Association »

IL EST EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIVIT :

I – EXPOSÉ

Le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) souhaite renforcer l'accompagnement des usagers et améliorer l'accès à l'emploi de toutes les personnes confrontées à une exclusion du marché de l'emploi. Dans cette dynamique, les orientations du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (P.L.I.E.) déployé par l'A.D.E.P. s'inscrivent en cohérence avec le développement de l'offre de service au sein du C.C.A.S.

Afin de s'appuyer sur ce partenaire dédié, le C.C.A.S souhaite mettre à disposition de l'ADEP un bureau et des moyens matériels afin d'assurer des permanences d'information et d'accompagnement à l'emploi de proximité.

Cette convention a pour objet d'établir les conditions d'occupation de ces locaux au sein du C.C.A.S. de Rouen, 2 rue de Germont.

II – CONVENTION

Article 1^{er} : OBJET

Afin de faciliter l'intervention de proximité de l'ADEP, le C.C.A.S. propose de mettre à disposition de l'association :

- Un bureau de permanence, « 0016 » afin d'assurer des entretiens individuels dans la limite d'une demi-journée par semaine. Le planning est précisé en annexe.

La mise à disposition s'effectue toute l'année, y compris pendant les vacances scolaires.

Le bureau est équipé des services informatiques suivants :

- Un téléphone filaire mutualisé ;
- Sur demande : un ordinateur fixe connecté au réseau informatique de le C.C.A.S avec accès internet

L'utilisation de ces équipements est mutualisée entre les structures en fonction des créneaux de permanences définis en amont avec le C.C.A.S

Article 2 : CONDITION DE MISE A DISPOSITION

Compte tenu de la mission de service public de proximité assurée par l'Association, la mise à disposition est accordée à titre gracieux.

Le C.C.A.S. prend donc à sa charge les fluides, l'entretien des locaux, les charges afférentes aux impôts et taxes ainsi qu'aux vérifications annuelles obligatoires (incendie, sécurité).

Article 3 : UTILISATION DU MATERIEL INFORMATIQUE ET TELEPHONIQUE

Conditions d'utilisation du matériel informatique :

L'utilisation des matériels informatiques est conditionnée par la déclaration nominative de chaque intervenant de l'association. Le nombre d'intervenant est limité à 4. Pour être déclaré, chaque intervenant s'engage à signer et à respecter la charte informatique jointe en annexe.

Pour se connecter sur le poste informatique du bureau de permanence, des identifiants de connexions nominatifs strictement personnels seront transmis aux intervenants. L'association informera systématiquement des changements d'intervenants (départ, arrivée, changement de nom). Elle s'engage à ne pas réutiliser des comptes existants.

Les intervenants sont autorisés à solliciter le service d'assistance aux utilisateurs de la Direction des Systèmes d'Information pour déclarer des incidents sur le matériel.

L'usage des moyens d'impressions en réseau est autorisé mais devra être contenu à la stricte nécessité.

Conditions d'utilisation du matériel téléphonique :

La ligne téléphonique peut faire l'objet de restrictions d'appels en fonction de la zone géographique (locale, nationale, internationale), d'appels vers les numéros surtaxés, d'appels vers les mobiles.

Les coûts financiers inhérents à la mise à disposition de ces moyens matériels (local, informatique, téléphonie) devront faire l'objet d'une valorisation dans toute demande de subvention auprès de la Ville de Rouen.

Article 4 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

4.1 L'association déclare être informée de l'état effectif des lieux et les connaître parfaitement. Elle contracte donc en pleine connaissance de cause et ne pourra élever aucune réclamation.

Elle s'engage à utiliser les lieux conformément à l'usage défini à l'article 1 ci-dessus. Aucune autre utilisation ne pourra être faite sans l'accord préalable de le C.C.A.S.

4.2 L'association ne peut en aucun cas céder à qui que ce soit les droits résultants de la présente convention, elle n'est pas non plus autorisée à sous-louer tout ou partie des lieux mis à disposition.

Elle devra jouir des lieux paisiblement et respecter le règlement intérieur et les consignes de sécurité édictées par le C.C.A.S.

4.3 Elle devra informer le C.C.A.S ou son représentant de toute détérioration ou anomalie.

4.4 Elle devra prendre toutes dispositions pour assurer, en cas d'urgence, l'évacuation des lieux mis à disposition.

4.5 Elle sera tenue de laisser visiter à tout moment les lieux mis à disposition par tout représentant de le C.C.A.S. Toutefois, il sera veillé, autant que possible, à ce que ces visites ne perturbent pas les activités exercées.

4.6 Le C.C.A.S, se réserve le droit pour tout motif de suspendre momentanément, sans aucune indemnisation, la mise à disposition des lieux, objet de la présente convention.

4.7 L'association s'oblige, si elle ne devait pas utiliser l'ensemble des créneaux réservés pour ses activités, à en informer préalablement le C.C.A.S. Dans la limite des deux créneaux hebdomadaires, la modification des créneaux pourra s'effectuer sans avenant en accord avec le C.C.A.S.

A l'inverse, si de nouveaux créneaux réguliers étaient souhaités en cours d'année, l'association devra en faire la demande et un avenant à cette convention sera établi.

4.8 Aucune clef de l'équipement ne sera attribuée à l'association. Les locaux seront préalablement ouverts pour permettre à l'association de mener à bien ses activités.

Article 5 : RESPONSABILITÉ – ASSURANCE

Les personnes exerçant les activités proposées par l'association ainsi que son personnel et ses dirigeants sont placés sous sa responsabilité exclusive. L'association doit souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité et les risques de dommages matériels et corporels pouvant résulter des activités exercées dans les lieux mis à disposition.

Il est convenu que le C.C.A.S et son assureur renoncent exclusivement en cas d'incendies, explosions, dommages électriques ou dégât des eaux, au recours qu'ils seraient fondés à exercer contre l'association. L'association et son assureur devront réciproquement renoncer à tout recours contre le C.C.A.S et son assureur.

Il est toutefois précisé qu'en cas de sinistre dû à la malveillance de l'association, le C.C.A.S et son assureur conservent l'intégralité de l'exercice de leur recours contre le ou les auteurs responsables.

Il est convenu d'une façon expresse entre l'association et le C.C.A.S que celle-ci ne pourra à aucun titre être tenue pour responsable des vols dont l'association pourrait être victime dans les lieux mis à disposition. L'association fera son affaire personnelle de la souscription éventuelle d'un contrat d'assurances couvrant ses propres préjudices financiers. A ce titre elle ne pourra réclamer à le C.C.A.S aucune indemnité pour privation de jouissance en cas de sinistre.

Article 6 : TRAVAUX

L'association devra souffrir, quelles que soient leur importance et leur durée, des travaux et réparations que la Ville jugerait nécessaire d'effectuer dans les lieux mis à disposition, sans aucune indemnisation.

Article 7 : INFORMATION DU PUBLIC

Le C.C.A.S de ROUEN veillera autant que possible, sur la base des renseignements communiqués par l'association, à informer le public des activités menées.

L'association fera mention sur ses documents de communication du soutien apporté par le C.C.A.S.

Article 8 : DUREE - RENOUVELLEMENT

La présente convention prend effet à la date de signature de la convention et jusqu'au 31 décembre 2030.

Article 9 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

Chacune des parties peut mettre fin à la convention à la fin de chaque année civile.

Les parties peuvent mettre fin à la présente convention en respectant un préavis d'un (1) mois adressé à l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception.

Le C.C.A.S se réserve le droit de mettre fin, unilatéralement et à tout moment à la présente convention, en cas de non-respect par l'association des obligations qui en découlent. Cette résiliation intervient quinze jours (15) après réception de la mise en demeure adressée par le C.C.A.S, restée en tout ou partie infructueuse.

La résiliation ne donne lieu à aucune indemnisation.

Article 10 : MODIFICATION - EXPIRATION DE LA CONVENTION

La modification du planning pourra être envisagée sans nécessité d'avenant avec l'accord des deux parties et dans la limite d'une journée et demie de présence par semaine.

Toute autre modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, pourra faire l'objet d'un avenant.

A l'expiration de la présente convention, l'association ne pourra prétendre à aucun maintien de plein droit dans les lieux, ni à une quelconque indemnisation de la part de le C.C.A.S.

L'association, si elle le désire, pourra solliciter, une nouvelle mise à disposition de locaux. Cette demande fera l'objet d'une nouvelle convention, si le C.C.A.S le juge opportun.

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, pourra faire l'objet d'un avenant.

Article 11 : LITIGES

Les parties s'engagent à résoudre préalablement de façon amiable tout litige pouvant résulter de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention. A défaut de résolution amiable du litige, celui –ci sera soumis au Tribunal Administratif de Rouen.

Fait à Rouen, en deux exemplaires, le

Madame Caroline DUTARTE,

Madame Karima HAMOUDI

Vice-présidente,

Présidente de l'ADEP